

Police

Assurance responsabilité professionnelle des membres de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec (OIFQ)

La présente police prévoit une garantie sur la base des réclamations présentées et déclarées. Veuillez lire attentivement l'intégralité de la présente police.

Les termes écrits en majuscules ont un sens particulier. Veuillez vous reporter à la section de la présente police qui en donne la définition (Partie I).

Partie I – Définitions

Tels qu'utilisés dans la présente police d'assurance, les mots ou expressions suivants signifieront :

1. Assuré

- (a) MEMBRES ASSURÉS;
- (b) les associés, actionnaires, dirigeants, administrateurs ou membres du personnel présents ou passés, rémunérés ou non, des MEMBRES ASSURÉS de l'ENTITÉ PARRAIN adhérant au programme d'assurance de responsabilité professionnelle ainsi que s'ils sont décédés, incapables, insolvables ou faillis, leur succession ou leurs représentants légaux, dûment nommés, dans l'exercice de leurs fonctions en tant que telles;
- (c) les MEMBRES ASSURÉS retraité, radié, démissionné ou exempté de l'obligation de s'assurer, mais uniquement pour les RÉCLAMATIONS découlant de SERVICES ASSURÉS rendus antérieurement à la date de la retraite, de la radiation, de la démission ou de l'exemption de l'obligation de s'assurer et ce, pourvu qu'il fût MEMBRE ASSURÉ et adhérant au programme d'assurance de responsabilité professionnelle de l'ENTITÉ PARRAIN;
- (d) les étudiants, bénévoles ou stagiaires actuels ou passés, rémunérés ou non, reconnus ou ayant été reconnus par l'ENTITÉ PARRAIN et œuvrant ou ayant œuvré sous la supervision d'un MEMBRE ASSURÉ;
- (e) la société dont un ou des MEMBRES ASSURÉS sont propriétaires ou la société par actions ou la société en nom collectif à responsabilité limitée qui offre des services au public et dont au moins un MEMBRE ASSURÉ y est autorisé par règlement à y exercer des services, lorsque :
 - (i) poursuivie pour les SERVICES ASSURÉS de ce ou ces MEMBRES ASSURÉS; ou
 - (ii) poursuivie pour les SERVICES ASSURÉS de ce ou ces employés MEMBRES ASSURÉS et adhérents au programme d'assurance de responsabilité professionnelle de l'ENTITÉ PARRAIN.

2. Assureurs

Les sociétés d'assurances dont les noms figurent aux Conditions particulières. Il est convenu que chacun des ASSUREURS ne s'engage que pour sa tranche de couverture et uniquement pour le montant déterminé en multipliant le pourcentage de sa participation à la couverture par le montant du SINISTRE, le tout sans solidarité entre eux.

3. Champignons

Toute forme de champignons, notamment, mais sans s'y limiter, la levure, les moisissures, la végétation mycélienne, la rouille ou le fumeron.

4. Dommages

Les DOMMAGES compensatoires, y compris les intérêts accordés par les tribunaux.

5. Entité parrain

L'ENTITÉ PARRAIN désignée dans les Conditions particulières.

6. Gestionnaire d'assurance

L'administrateur d'assurance, en vertu de la présente police, lequel est dûment autorisé à émettre cette assurance de même qu'à recevoir et émettre des avis pour les ASSUREURS ou en leur faveur. Le nom et l'adresse du GESTIONNAIRE D'ASSURANCE apparaissent aux Conditions particulières. Le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE n'est pas partie à ce contrat d'assurance.

7. Installation nucléaire

- (a) Tout appareil conçu ou utilisé pour produire ou maintenir la fission de l'atome dans une réaction en chaîne ou pour contenir une masse critique de plutonium, de thorium, d'uranium ou de plusieurs de ces substances;
- (b) tout appareillage ou dispositif conçu ou utilisé :
 - (i) pour séparer les isotopes du plutonium, du thorium, de l'uranium ou de plusieurs de ces substances;
 - (ii) pour traiter ou employer le combustible épuisé;
 - (iii) pour manipuler, traiter ou emballer les déchets;
- (c) tout équipement ou appareil servant au traitement, à la fabrication ou à l'alliage de plutonium, de thorium ou d'uranium enrichi d'isotope d'uranium 233 ou d'uranium 235, ou plusieurs de ces substances, si à n'importe quel moment la quantité totale de cette substance dont l'ASSURÉ a la garde dans les locaux où se trouve cet équipement ou appareil, constitue ou contient plus de 25 grammes de plutonium ou d'uranium 233, ou d'une combinaison de ces deux substances, ou plus de 250 grammes d'uranium 235;
- (d) toute construction, cuve, excavation et tout local ou lieu destinés ou servant à entreposer ou détruire les déchets de SUBSTANCES RADIOACTIVES.

Les éléments énumérés ci-dessus comprennent l'emplacement ou le site sur lequel chacun d'eux se trouve, de même que toutes les opérations qui y sont effectuées et tous les lieux servant à ces opérations.

8. Membre assuré

Tous les membres en règles de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, l'ENTITÉ PARRAIN, adhérant au programme d'assurance de responsabilité professionnelle, tels que décrits aux Conditions particulières, qui souscrivent présentement à la présente police d'assurance.

9. Pollution

L'émission, le rejet, le déversement, l'échappement, la dispersion ou la fuite de fumée, de gaz, de vapeurs, de suie, d'émanations, d'acides, d'alkalis, de substances toxiques, de déchets, d'irritants, de contaminants ou de substances polluantes sur ou dans le sol ou l'eau sous quelque forme que ce soit, peu importe son emplacement ou de quelle façon ils sont contenus, ou dans tout système d'évacuation ou d'égouts, ou dans l'atmosphère.

10. Préjudice corporel

Tout préjudice corporel ou physique, toute maladie, angoisse ou souffrance morale ou tout choc psychologique, y compris le décès qui peut s'ensuivre à tout moment.

11. Réclamation

Toute allégation, verbale ou écrite, incluant demande écrite pour réparation pécuniaire ou non pécuniaire, mesure injonctive, procédure civile, administrative, d'arbitrage ou réglementaire, reçue par l'ASSURÉ résultant d'une erreur, d'une omission ou d'un acte de négligence en rendant des SERVICES ASSURÉS.

12. Risque d'énergie nucléaire

Les propriétés radioactives, toxiques, explosives ou autrement dangereuses des SUBSTANCES RADIOACTIVES.

13. Services assurés

Les services assurés habituels d'un ingénieur forestier, y compris ceux qui sont décrits à la Loi sur les ingénieurs forestiers (L.R.Q., c.I-10), ou tous services généralement offerts par un ingénieur forestier et approuvés par l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, y compris l'enseignement, la supervision, les opinions et les conseils communs, fournis pour le compte de l'ENTITÉ PARRAIN ou à titre personnel à des tiers, en échange de rémunération ou de façon bénévole.

14. Sinistre

Une ou plusieurs RÉCLAMATIONS résultant ou ayant rapport aux mêmes erreurs ou omissions lors de la prestation de SERVICES ASSURÉS par l'ASSURÉ, peu importe le nombre de poursuites, de réclamants ou d'ASSURÉS. Ces RÉCLAMATIONS sont considérées déclarées pendant la période d'assurance durant laquelle la première RÉCLAMATION fut déclarée, et sont alors sujettes seulement aux limites de responsabilité de ladite période d'assurance.

15. Société

Une société de personnes, une société par actions ou une société à but non lucratif, dont un MEMBRE ASSURÉ fait partie.

16. Substance fissile

Toute substance prescrite pouvant dégager de l'énergie atomique par fission nucléaire ou dont on peut obtenir une autre substance pouvant dégager de l'énergie atomique par fission nucléaire.

17. Substances radioactives

L'uranium, le thorium, le plutonium, le neptunium, leurs dérivés et composés respectifs, les isotopes radioactifs d'autres éléments et toutes les autres substances pouvant éventuellement être désignées par règlement de la Commission canadienne de sûreté nucléaire comme substances prescrites capables de dégager de l'énergie atomique ou requises pour la production, l'utilisation ou l'application de l'énergie atomique.

Partie II – Conventions d'assurance

1. Conventions générales

En contrepartie de la prime indiquée aux Conditions particulières et sur la foi des énoncés faits à la proposition et des documents annexés, sous réserve des modalités, conditions et limitations de la présente police, les ASSUREURS conviennent :

- (a) de payer, pour le compte de l'ASSURÉ, les sommes que l'ASSURÉ sera légalement tenu de payer à titre de DOMMAGES en raison d'une RÉCLAMATION présentée pour la première fois et déclarée au GESTIONNAIRE D'ASSURANCE pendant la période d'assurance, résultant d'une erreur, d'une omission ou d'un acte de négligence de l'ASSURÉ en rendant des SERVICES ASSURÉS :
 - (i) pendant la période d'assurance; ou
 - (ii) avant la date d'entrée en vigueur de la police initiale émise et renouvelée sans interruption par le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE, mais après la date de rétroactivité (si une telle date est indiquée aux Conditions particulières), pourvu toutefois qu'à la date d'entrée en vigueur de la présente police, l'ASSURÉ n'ait pas eu connaissance de la RÉCLAMATION ou d'une circonstance pouvant donner lieu à une RÉCLAMATION;
- (b) de payer, pour le compte de l'ENTITÉ PARRAIN, les sommes que l'ENTITÉ PARRAIN sera légalement tenue de payer à titre de DOMMAGES en raison de la responsabilité qu'elle encourt du fait des actes de l'ASSURÉ pourvu qu'une RÉCLAMATION et toute action intentée en rapport avec cette RÉCLAMATION soient entreprises et maintenues contre l'ENTITÉ PARRAIN et l'ASSURÉ.

Il est précisé que, sous réserve de ses modalités, limitations et conditions, la présente police d'assurance ne s'applique qu'aux RÉCLAMATIONS présentées pour la première fois à l'ASSURÉ et déclarées au GESTIONNAIRE D'ASSURANCE durant la période d'assurance.

2. Défense et autres paiements

Relativement à la garantie offerte par les Conventions générales de la Partie II de la présente police, les ASSUREURS conviennent également à :

- (a) avoir le droit et l'obligation de défendre l'ASSURÉ dans toute poursuite intentée pour la première fois contre lui devant un tribunal de juridiction civile au Canada ou aux États-Unis d'Amérique;

- (b) payer toute prime relative à des cautionnements destinés à obtenir la mainlevée de saisies et toute prime relative à des cautionnements d'appel mais sans obligation de demander ou de fournir de tels cautionnements;
- (c) payer les frais juridiques raisonnables et nécessaires ainsi que les dépenses raisonnables et nécessaires pour les services d'experts en sinistres, d'enquêteurs et de spécialistes, engagés pour la défense des RÉCLAMATIONS qui sont couvertes en vertu de la présente police;
- (d) payer tous les frais taxés contre l'ASSURÉ à la suite d'un jugement émanant d'un tribunal de juridiction civile;
- (e) rembourser l'ASSURÉ pour les dépenses raisonnables engagées par l'ASSURÉ pour collaborer dans le cadre de l'enquête et de la défense de la RÉCLAMATION, à la demande du GESTIONNAIRE D'ASSURANCE. Ces dépenses comprennent le montant payé en salaires, jusqu'à concurrence de cinq cent dollars (500 \$) par jour, versés aux ASSURÉS qui, plutôt que de travailler, assistent aux interrogatoires, à une médiation, au procès, à une enquête de coroner ou au tribunal des droits de la personne dans le cadre de la défense d'une RÉCLAMATION;
- (f) les ASSUREURS n'auront pas l'obligation de défendre une RÉCLAMATION découlant de mises en demeure ou procédures intentées pour la première fois contre l'ASSURÉ à l'extérieur du Canada ou des États-Unis d'Amérique.

Lorsque l'ASSURÉ a l'obligation de défendre, l'ASSURÉ ne peut pas choisir les avocats qui s'occuperont de la défense sans le consentement écrit du GESTIONNAIRE D'ASSURANCE, lequel consentement ne peut être retenu sans motif valable. Les ASSUREURS auront le droit et devront avoir la possibilité de participer avec l'ASSURÉ à l'enquête, à la défense et au règlement de toute RÉCLAMATION pour laquelle une couverture est fournie aux termes de la présente police. Le paiement des montants prévus à la rubrique 2 de la Partie II sera effectué selon le mode de paiement courant.

3. Le paiement des montants prévus à la rubrique 2 de la Partie II doit être considéré en sus de la limite de garantie applicable des ASSUREURS, puisqu'il diminue la limite de garantie.
4. L'obligation des ASSUREURS de défendre toute RÉCLAMATION prend fin dès que la limite de garantie disponible est épuisée.

5. Territoire

La présente police s'applique aux RÉCLAMATIONS donnant lieu à des demandes ou à des procédures contre l'ASSURÉ partout dans le monde.

6. Administrateurs occupant un poste d'administrateur externe (organismes sans but lucratif)

Il est convenu que l'assurance accordée par la présente police s'étend à l'ASSURÉ lorsqu'il agit à titre d'administrateur dûment élu ou nommé de tout organisme sans but lucratif, à caractère social ou d'affaires, légalement constitué au Canada, sous réserve que la somme des actifs et des revenus annuels de l'organisme ne dépasse pas cinq millions de dollars (5 000 000 \$) à la date de la fin de son année fiscale la plus récente.

Il est également convenu que la limite de garantie maximale des ASSUREURS aux termes de la présente assurance est cinq cent mille dollars (500 000 \$) par MEMBRE ASSURÉ par période d'assurance/globale annuelle et franchise 0 \$.

Il est également convenu que la présente assurance est assujettie aux dispositions suivantes :

- (a) cette garantie ne doit pas être interprétée comme s'étendant à l'organisme dans lequel un administrateur occupe un poste d'administrateur externe ni à tous les autres administrateurs et dirigeants de cet organisme; et
- (b) cette garantie est spécifiquement excédentaire de toute autre assurance détenue par cet organisme et de toute indemnité fournie par l'organisme. De plus, si cette assurance est fournie par le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE (ou l'aurait été n'eût été de l'application de la franchise ou de l'épuisement de la limite de garantie), alors il faudra déduire de la limite de garantie pour l'ensemble des RÉCLAMATIONS couvertes aux termes des présentes relativement à un tel organisme la limite de garantie de cette autre assurance fournie par le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE.

7. Dispositions relatives aux périodes de déclaration prolongée

Les ASSUREURS accorderont une ou plusieurs périodes de prolongation, de la manière décrite ci-dessous :

(a) Période de prolongation de base de trente (30) jours

Une période de déclaration de base est automatiquement fournie sans prime additionnelle. Cette période commence à l'expiration de la période d'assurance et dure trente (30) jours. La période de déclaration de base ne s'applique pas à toute RÉCLAMATION couverte aux termes de toute assurance souscrite ultérieurement par l'ASSURÉ, ou qui aurait été couverte n'eût été de l'épuisement de la limite de garantie applicable à de telle(s) RÉCLAMATION(S).

(b) Période de prolongation de douze (12) mois – Résiliation ou non-renouvellement

En cas de résiliation ou de non-renouvellement de la présente assurance par le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE ou l'ENTITÉ PARRAIN et sous réserve que la prime ait été entièrement payée, le MEMBRE ASSURÉ a droit, moyennant paiement d'une surprime, à une extension de la garantie aux RECLAMATIONS présentées pour la première fois dans les douze (12) mois suivant la date de cessation de l'assurance, pour autant qu'elles sont attribuables à la négligence, aux erreurs et aux omissions avant ladite date, mais après la date de rétroactivité, si celle-là est précisée. La surprime sera calculée par le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE au moment de la demande de prolongation, mais elle ne saurait en aucun cas dépasser 100 % de la prime annuelle antérieure. La demande de prolongation doit être faite par écrit au GESTIONNAIRE D'ASSURANCE dans les trente (30) jours suivant la date de cessation de l'assurance et il doit y avoir paiement de la surprime. La période de prolongation fera partie de la période d'assurance immédiatement antérieure et n'aura pas pour effet d'augmenter le montant de garantie global applicable à la période d'assurance en question. La surprime est pleinement acquise dès la prise d'effet de la période de prolongation et celle-ci n'est pas résiliable. Aux fins de la présente clause, une soumission de renouvellement du GESTIONNAIRE D'ASSURANCE offrant des conditions différentes ne constitue pas un refus de renouvellement de la présente assurance.

(c) Période de prolongation automatique de cinq (5) ans

Si le MEMBRE ASSURÉ décède, cesse d'être membre de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec (l'OIFQ), répond aux conditions de l'article 4 du règlement sur l'assurance de responsabilité professionnelle de l'OIFQ ou si son inscription au tableau des membres de l'OIFQ prend fin pour quelque raison que ce soit, et aucune autre assurance valide et recouvrable ne s'applique, l'ASSURÉ bénéficiera automatiquement, sans surprime, d'une période de prolongation de cinq (5) ans. Sauf stipulation contraire aux présentes, la prolongation de garantie sera sujette aux modalités de la présente police et s'appliquera aux RÉCLAMATIONS présentées contre l'ASSURÉ et déclarées pour la première fois au GESTIONNAIRE D'ASSURANCE, par écrit, aux cours des cinq (5) ans qui suivent immédiatement le décès ou la date de prise d'effet de la cessation de la qualité de membre ou de la fin de son inscription au tableau de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec (l'OIFQ) et ce, pour les SERVICES ASSURÉS avant cette date. La période de prolongation automatique de cinq (5) fera partie de la période d'assurance immédiatement antérieure et n'aura pas pour effet d'augmenter le montant de garantie global applicable à la période d'assurance en question.

Partie III – Exclusions

La présente assurance ne s'applique pas aux :

1. Amendes, pénalités

RÉCLAMATIONS présentées pour des amendes, des pénalités, des dommages punitifs ou exemplaires.

2. Assuré(s) c. assuré

RÉCLAMATIONS amorcées par un ou plusieurs ASSURÉS contre un autre ASSURÉ.

3. Autres activités

RÉCLAMATIONS résultant de la responsabilité civile de l'ASSURÉ pour des services ou des activités autres que les SERVICES ASSURÉS.

4. Autres assurances

RÉCLAMATIONS couvertes aux termes d'une autre police d'assurance valide et recouvrable. Toute garantie offerte par la présente police couvrira uniquement l'excédent non couvert par une telle autre police d'assurance et ne saurait servir d'apport à l'égard d'une telle autre police.

5. Champignons

RÉCLAMATIONS fondées, en totalité ou en partie, sur ce qui suit ou en découlant :

- (a) l'inhalation ou l'ingestion de ce qui suit, le contact ou l'exposition à ce qui suit, l'existence, le développement ou la présence de ce qui suit, qu'il soit réel, prétendu ou imminent;
- (b) tous frais ou dépenses encourus afin de prévenir, réagir à la présence de, d'effectuer des essais à l'égard de, contrôler, diminuer les effets de, mitiger, enlever, nettoyer, contenir, remédier, traiter, détoxifier, neutraliser, évaluer ou réagir de quelque façon ou de disposer de ce qui suit;

- (c) le défaut réel ou prétendu de déceler, déclarer, contrôler, nettoyer, enlever, contenir, traiter, détoxifier, neutraliser ce qui suit, d'effectuer des essais à cet égard, d'en disposer, de réagir à la présence, d'évaluer les effets ou d'informer de l'existence ou des conditions de développement potentiel de ce qui suit;

des CHAMPIGNONS ou des spores, des mycotoxines, des odeurs ou toutes autres substances, tous produits ou sous-produits résultant de la présence actuelle ou passée de CHAMPIGNONS, libérés par cette présence ou en découlant.

De telles RÉCLAMATIONS sont exclues malgré toute autre cause ou événement contribuant de façon concurrente ou selon toute autre séquence à l'égard du SINISTRE.

6.. Dommages causés par des actes délibérés, malhonnêtes ou frauduleux

RÉCLAMATIONS résultant des actes délibérés, malhonnêtes, criminels ou frauduleux commis par l'ASSURÉ, à moins qu'ils n'aient été faits dans le but de protéger des personnes ou des biens; toutefois, la présente exclusion ne s'applique pas à tout ASSURÉ qui n'est ni l'auteur ni le complice de cet acte.

7. Filiale

RÉCLAMATIONS présentée par ou contre toute entreprise qui ne figure pas comme un ASSURÉ à la page des conditions particulières et qui :

- (a) est la propriété en tout ou en partie de tout ASSURÉ;
- (b) est une société affiliée apparentée ou une société sœur de tout ASSURÉ;
- (c) est propriétaire en tout ou en partie de tout ASSURÉ; ou
- (d) contrôle, exploite ou gère tout ASSURÉ.

8. Implication dans une entreprise connexe

RÉCLAMATIONS présentées contre l'ASSURÉ, lorsque ces RÉCLAMATIONS sont intentées par une entreprise d'affaires :

- (a) dont un ASSURÉ est entièrement ou partiellement le propriétaire;
- (b) qui est entièrement ou partiellement opérée ou gérée par un ASSURÉ;
- (c) qui a directement ou indirectement un intérêt quelconque dans la propriété ou la gestion des affaires d'un ASSURÉ; ou
- (d) dont un ASSURÉ est un associé, administrateur, directeur ou employé.

La présente exclusion ne s'applique pas lorsque la part que détient une telle entité dans l'ASSURÉ ou que détient l'ASSURÉ dans une telle entité, peu importe qu'il s'agisse d'une participation en actions ou sous forme de droits de propriété ou de vote, est égale ou inférieure à vingt-cinq pour cent (25 %).

9. Pollution

RÉCLAMATIONS résultant de ou attribuables à la POLLUTION.

10. Préjudice corporel lié à l'amiante

RÉCLAMATIONS résultant de DOMMAGES pour cause de PRÉJUDICE CORPOREL réellement ou prétendument, en totalité ou en partie, directement ou indirectement causé par de l'amiante ou tout matériel dérivé de l'amiante, fondé sur de l'amiante ou tout matériel dérivé de l'amiante ou ayant trait de quelque manière à de l'amiante ou à tout matériel dérivé de l'amiante, sous quelque forme ou en quelque quantité que ce soit.

La présente exclusion s'applique à de telles RÉCLAMATIONS, peu importe l'existence de toute autre cause ou de tout autre événement (assuré ou non) ayant contribué simultanément ou autrement à la survenance du PRÉJUDICE CORPOREL.

11. Responsabilité assumée

RÉCLAMATIONS résultant de la responsabilité de tiers assumée par l'ASSURÉ en vertu d'un contrat ou convention; cependant, la présente exclusion ne s'applique pas à la responsabilité civile de l'ASSURÉ pour des sous-traitants œuvrant à contrat pour l'ASSURÉ ni à la responsabilité de l'ASSURÉ pour les erreurs, omissions ou actes de négligence de la part de ses employés, sauf dans la mesure où l'ASSURÉ aurait été responsable même en l'absence de contrat ou de convention.

12. Risque de guerre

RÉCLAMATIONS résultant de DOMMAGES causés directement ou indirectement par la guerre, l'invasion, les actes d'un ennemi étranger, les hostilités (que la guerre soit déclarée ou non), la guerre civile, la rébellion, la révolution, l'insurrection.

13. Risque nucléaire

RÉCLAMATIONS :

- (a) résultant de la responsabilité imposée par ou découlant de la *Loi sur la responsabilité nucléaire*; ou
- (b) pour lesquels un ASSURÉ en vertu de la présente police est aussi assuré par un contrat d'assurance de responsabilité du risque nucléaire (que l'ASSURÉ soit désigné ou non dans ce contrat et que l'ASSURÉ puisse en exiger légalement l'exécution ou non), émis par la *Nuclear Insurance Association of Canada* ou par tout autre groupe ou pool d'assureurs, ou serait assuré par un tel contrat si celui-ci n'avait pas pris fin par suite de l'épuisement de sa limite de garantie; ou
- (c) résultant directement ou indirectement du RISQUE D'ÉNERGIE NUCLÉAIRE découlant :
 - (i) de la propriété, l'entretien, l'exploitation ou l'utilisation d'une INSTALLATION NUCLÉAIRE par un ASSURÉ ou pour son compte;
 - (ii) de la fourniture par un ASSURÉ de services, matériaux, pièces ou équipement se rattachant à l'étude, la construction, l'entretien, au fonctionnement ou à l'usage d'une INSTALLATION NUCLÉAIRE; et
 - (iii) de la possession, la consommation, l'utilisation, la manutention, le transport ou l'élimination de SUBSTANCES FISSILES ou d'autres SUBSTANCES RADIOACTIVES;

mais il est convenu que la présente exclusion ne s'applique pas à l'usage d'isotopes radioactifs à des fins commerciales ou médicales.

14.. Soins, garde et contrôle

RÉCLAMATIONS résultant de dommage causé aux biens dont l'ASSURÉ a la garde ou sur lesquels il a un pouvoir de gestion ou de direction.

Partie IV – Calcul des montants payables par les assureurs

Limite de garantie des assureurs

Sujette, s'il y a lieu, à la franchise indiquée aux Conditions particulières, la responsabilité des ASSUREURS en vertu de la Partie II –Conventions d'assurance de la présente police est limitée, pour chaque SINISTRE et dans l'ensemble des SINISTRES par période d'assurance aux montants mentionnés aux Conditions particulières. Il est convenu que les ASSUREURS et l'ASSURÉ assumeront à part égale, le paiement des DOMMAGES jusqu'à ce que l'ASSURÉ ait payé la franchise stipulée aux Conditions particulières.

Partie V – Conditions

1. Action dirigée contre les assureurs

L'ASSURÉ ne pourra pas intenter une action contre les ASSUREURS, à moins qu'il ne se soit soumis au préalable à toutes les conditions de la présente police.

2. Avis de réclamation

La présente police prévoit une garantie sur la base de RÉCLAMATIONS présentées et déclarées. Dès que l'ASSURÉ est informé d'une RÉCLAMATION, il doit immédiatement en donner un avis écrit, incluant les détails pertinents, au GESTIONNAIRE D'ASSURANCE, Gestionnaires d'assurance Victor inc., à l'adresse indiquée aux Conditions particulières.

Si durant la période d'assurance, l'ASSURÉ est informé de circonstances pouvant donner lieu à une RÉCLAMATION, il devra en donner immédiatement un avis écrit au GESTIONNAIRE D'ASSURANCE, et ce, avant la date d'échéance de la police concernée. Par conséquent, toute RÉCLAMATION qui en découlerait sera traitée comme ayant été présentée pendant la période d'assurance où l'avis a été donné.

Si la période d'assurance se termine un samedi, un dimanche ou un jour de congé statutaire, toute RÉCLAMATION présentée au GESTIONNAIRE D'ASSURANCE le premier jour ouvrable suivant sera considéré reçue pendant la période d'assurance.

Nonobstant ce qui précède, le retard à transmettre ou le défaut de donner l'avis requis par cette condition est cause de déchéance des droits de l'ASSURÉ si la violation de cette obligation a causé préjudice aux ASSUREURS.

3. Cession

Aucune cession d'intérêt de la présente police n'engagera les ASSUREURS jusqu'à ce que leur consentement ait été apposé aux présentes. Cependant, si le MEMBRE ASSURÉ est déclaré failli, insolvable ou incompetent ou s'il décède pendant la période d'assurance, la présente police couvrira le représentant légal du MEMBRE ASSURÉ comme le MEMBRE ASSURÉ lui-même. Le MEMBRE ASSURÉ convient que tout avis que le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE envoie au MEMBRE ASSURÉ à l'adresse indiquée dans les Conditions particulières constituera un avis donné au représentant légal du MEMBRE ASSURÉ.

4. Collaboration de l'assuré

L'ASSURÉ doit apporter son concours au GESTIONNAIRE D'ASSURANCE, et à sa demande, aider à effectuer des règlements, à diriger des poursuites, à assister aux auditions et aux procès, à aider à recueillir et à produire les éléments de preuve de même qu'à assurer la présence des témoins.

Sauf à ses frais, l'ASSURÉ ne doit effectuer de son chef aucun paiement, n'assumer aucune obligation ni engager aucune dépense sans l'autorisation du GESTIONNAIRE D'ASSURANCE.

5. Conformité avec la loi

Toute modalité de la présente police qui entre en conflit avec les dispositions de lois applicables en vertu de laquelle la présente police est interprétée, y compris le Code civil du Québec, est, par les présentes, modifiée de manière à respecter de telles lois.

6. Continuité de l'assurance

Si la présente police remplace, sans interruption, une police antérieure émise par le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE, toute RÉCLAMATION ou circonstance pouvant raisonnablement donner lieu à une RÉCLAMATION connue de l'ASSURÉ et déclarée par l'ASSURÉ au GESTIONNAIRE D'ASSURANCE sera réputée avoir été déclarée à la date où l'ASSURÉ a eu connaissance pour la première fois de cette RÉCLAMATION ou circonstance et sera assurée sous réserve des modalités, conditions et limites de garantie de la police en vigueur à cette date.

7. Inspection et vérification

Le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE peut en tout temps inspecter les locaux du MEMBRE ASSURÉ. En rapport avec l'objet de la présente police, le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE peut aussi examiner les livres et les dossiers du MEMBRE ASSURÉ durant la période d'assurance et au cours des deux (2) années qui suivent son échéance ou sa résiliation, pourvu qu'un préavis de quarante-huit (48) heures soit donné au MEMBRE ASSURÉ.

8. Membre assuré représente tous les assurés

Le MEMBRE ASSURÉ, les ASSUREURS et le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE conviennent que le MEMBRE ASSURÉ représente tous les ASSURÉS du MEMBRE ASSURÉ de la présente police.

9. Modifications

Uniquement le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE peut déroger aux modalités de la présente police ou les modifier, et uniquement au moyen d'un avenant écrit signé par le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE. Un tel avenant fera partie intégrante de la présente police.

10. Pluralité des assurés

Lorsqu'une RÉCLAMATION est présentée contre plus d'un ASSURÉ, il est convenu que l'obligation des ASSUREURS aux termes de la présente police est la même que si des polices distinctes avaient été émises à chacun d'entre eux. Le total du montant payable aux termes des présentes pour le compte de tous les ASSURÉS, sans égard au nombre d'ASSURÉS en cause, ne peut dépasser les limites de garantie indiquées dans les Conditions particulières.

11. Règlement et contestation de réclamations

Advenant une RÉCLAMATION, le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE ne réglera pas un SINISTRE sans avoir au préalable obtenu le consentement écrit du MEMBRE ASSURÉ.

Cependant, si un règlement était rendu impossible par le seul refus du MEMBRE ASSURÉ, il devra continuer la défense aux frais du MEMBRE ASSURÉ; la responsabilité des ASSUREURS étant alors limitée au montant pour lequel la RÉCLAMATION aurait pu être réglée et à tous les autres frais encourus en vertu des présentes jusqu'au jour du refus.

12. Résiliation

- (a) Le MEMBRE ASSURÉ pourra résilier sa couverture en envoyant au GESTIONNAIRE D'ASSURANCE un avis écrit, indiquant à quelle date la résiliation doit prendre effet ultérieurement. Le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE remboursera l'excédent de la prime payée par le MEMBRE ASSURÉ au-delà de la prime acquise pour le temps couru; le calcul s'effectuant d'après la table de prorata.
- (b) L'ENTITÉ PARRAIN pourra résilier la police-cadre en envoyant au GESTIONNAIRE D'ASSURANCE un avis écrit, indiquant à quelle date la résiliation doit prendre effet ultérieurement. Le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE remboursera l'excédent de la prime payée par les MEMBRES ASSURÉS au-delà de la prime acquise pour le temps couru; le calcul s'effectuant d'après la table de prorata.
- (c) Le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE pourra également résilier la couverture du MEMBRE ASSURÉ, en donnant au MEMBRE ASSURÉ un avis écrit, soit par courrier recommandé, soit par livraison de main à main; la résiliation prendra effet trente (30) jours après la réception de l'avis; dans le cas de non-paiement de la prime, la résiliation prendra effet quinze (15) jours après la réception de l'avis. Le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE remboursera l'excédent de la prime payée par le MEMBRE ASSURÉ au-delà de la prime acquise pour le temps couru; le calcul se faisant au prorata.
- (d) Le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE pourra également résilier la police-cadre, en donnant à l'ENTITÉ PARRAIN un avis écrit, soit par courrier recommandé, soit par livraison de main à main; la résiliation prendra effet trente (30) jours après la réception de l'avis. Le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE remboursera l'excédent de la prime payée par les MEMBRES ASSURÉS au-delà de la prime acquise pour le temps couru; le calcul se faisant au prorata.

13. Subrogation

Dans le cadre de tout paiement effectué aux termes de la présente police, les ASSUREURS sont subrogés dans tous les droits et recours de l'ASSURÉ contre toute personne physique ou morale, et l'ASSURÉ devra signer et livrer tous les actes et documents et prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir ces droits. L'ASSURÉ devra s'abstenir de faire quoi que ce soit qui puisse porter préjudice à ces droits.

14. Suspension de permis ou administration provisoire

Si le MEMBRE ASSURÉ devait voir son permis d'opération suspendu en vertu des lois qui le régissent ou devait se voir imposer une administration provisoire par les autorités gouvernementales, il devra en donner avis au GESTIONNAIRE D'ASSURANCE dans un délai n'excédant pas trente (30) jours suivant la date de la suspension ou de l'administration provisoire.



Victor Canada
500-1 400, place Blair Towers
Ottawa (Ontario) K1J 9B8
Téléphone 613-786-2000
Téléco pie ur 613-786-2001
Sans frais 800-267-6684
www.assurancevictor.ca

Avenant

Avenant no : 0001
Formule standard no : BSRDTRAILF
Fait partie intégrante
de la police numéro : SRD632164

Société

Il est convenu que la rubrique 7. Dispositions relatives aux périodes de déclaration prolongée de la Partie II - Conventions d'assurance est modifiée pour inclure :

(d) Période de prolongation automatique de cinq (5) ans - Société

Une période de déclaration est fournie à la société dont un (ou des) MEMBRE ASSURÉ y est autorisé par règlement à y exercer des services, décède, cesse d'être membre de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec (l'OIFQ), répond aux conditions de l'article 4 du règlement sur l'assurance de la responsabilité professionnelle de l'OIFQ ou si son inscription au tableau des membres de l'OIFQ prend fin pour quelque raison que ce soit, et aucune autre assurance valide et recouvrable ne s'applique, l'ASSURÉ bénéficiera automatiquement, sans surprime, d'une période de prolongation de cinq (5) ans, uniquement pour les SERVICES ASSURÉS. Sauf stipulation contraire aux présentes, la prolongation de garantie sera sujette aux modalités de la présente police et s'appliquera aux RÉCLAMATIONS présentées contre l'ASSURÉ et déclarées pour la première fois au GESTIONNAIRE D' ASSURANCE, par écrit, au cours des cinq (5) ans qui suivent immédiatement le décès ou la date de prise d'effet de la cessation de la qualité de membre ou de la fin de son inscription au tableau de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec (l'OIFQ) et ce, pour les SERVICES ASSURÉS avant cette date. La période de prolongation automatique de cinq (5) fera partie de la période d'assurance immédiatement antérieure et n'aura pas pour effet d'augmenter le montant de garantie global applicable à la période d'assurance en question.

Sous réserve de ce qui est prévu au présent avenant, toutes les modalités, dispositions et conditions de la présente police restent pleinement en vigueur.



Victor Canada
500-1 400, place Blair Towers
Ottawa (Ontario) K1J 9B8
Téléphone 613-786-2000
Téléco pie ur 613-786-2001
Sans frais 800-267-6684
www.assurancevictor.ca

Avenant

Avenant no : 0002
Formule standard no : C-1EOF
Fait partie intégrante
de la police numéro : SRD632164

Avis de résiliation

Il est convenu que, si le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE résilie la police de l'ASSURÉ désigné, le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE s'engage à envoyer un avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours à cet effet à :

Ordre des ingénieurs forestiers du Québec
2750, rue Einstein, bureau 110
Québec (Québec) G1P 4R1

Sous réserve de ce qui est prévu au présent avenant, toutes les modalités, dispositions et conditions de la présente police restent pleinement en vigueur.



Victor Canada
500-1 400, place Blair Towers
Ottawa (Ontario) K1J 9B8
Téléphone 613-786-2000
Téléco pie ur 613-786-2001
Sans frais 800-267-6684
www.assurancevic tor.ca

Avenant

Avenant no : 0003
Formule standard no : C-24EOF-1
Fait partie intégrante
de la police numéro : SRD632164

Couverture des frais de gestion de relations publiques

Les ASSUREURS conviennent de rembourser l'ASSURÉ désigné pour les FRAIS DE GESTION DE RELATIONS PUBLIQUES sous réserve d'un montant maximal de 10 000 \$ par MEMBRE ASSURÉ par période d'assurance peu importe le nombre de poursuites, de réclamants ou d'ASSURÉS.

Cette sous-limite est incluse dans la limite de garantie, et ne l'augmentera pas, tel qu' indiqué aux Conditions particulières. Aucune franchise ne s'appliquera à la présente couverture.

Il est également convenu que la définition suivante est ajoutée à la Partie I - Définitions de la présente police

18. Frais de gestion de relations publiques

Les frais et coûts raisonnablement engagés et payés par l'ASSURÉ désigné, avec le consentement écrit préalable du GESTIONNAIRE D'ASSURANCE, pour les services de relations publiques en vue d'atténuer toute publicité négative potentielle ou réelle résultant d'une RÉCLAMATION ou d'une circonstance pouvant donner raisonnablement lieu à une RÉCLAMATION.

Cependant, les FRAIS DE GESTION DE RELATIONS PUBLIQUES ne comprennent pas toute dépense salariale ou indirecte interne de l'ASSURÉ.

Sous réserve de ce qui est prévu au présent avenant, toutes les modalités, dispositions et conditions de la présente police restent pleinement en vigueur.



Victor Canada
500-1 400, place Blair Towers
Ottawa (Ontario) K1J 9B8
Téléphone 613-786-2000
Téléco pie ur 613-786-2001
Sans frais 800-267-6684
www.assurancevic tor.ca

Avenant

Avenant no : 0004
Formule standard no : BSRDTRAILF
Fait partie intégrante
de la police numéro : SRD632164

Remboursement des frais juridiques en matière
disciplinaire (OIFQ)

Il est convenu que les ASSUREURS rembourseront le MEMBRE ASSURÉ pour les FRAIS JURIDIQUES engagés dans la défense du MEMBRE ASSURÉ, lorsque lesdits frais sont raisonnablement encourus par le MEMBRE ASSURÉ alors qu'il est sujet à une enquête ou doit comparaître devant un comité de discipline formé en vertu de toute loi provinciale ou devant tout tribunal appelé à juger une infraction envisagée en vertu de ladite loi, à condition que cette défense« soit entièrement accueillie ».

Aux fins de cette clause, l'expression « soit entièrement accueillie » signifie le retrait des accusations, un acquittement ou un verdict de non-culpabilité.

Il est également convenu que la limite de garantie maximale des ASSUREURS aux termes du présent avenant sera de cent mille dollars (100 000 \$) par MEMBRE ASSURÉ par période d'assurance/globale annuelle.

Aux fins de la couverture fournie par le présent avenant, la définition suivante s'appliquera :

Frais juridiques

Toutes les sommes qu'un ASSURÉ doit payer à un avocat à l'égard de réunions, de consultations, d'enquêtes, de préparations de documents et de transcriptions, ainsi que les indemnités versées à des témoins, à la condition que tous ces montants soient payables à l'avocat.

Sous réserve de ce qui est prévu au présent avenant, toutes les modalités, dispositions et conditions de la présente police restent pleinement en vigueur.



Victor Canada
500-1 400, place Blair Towers
Ottawa (Ontario) K1J 9B8
Téléphone 613-786-2000
Téléco pie ur 613-786-2001
Sans frais 800-267-6684
www.assurancevic tor.ca

Avenant

Avenant no : 0005
Formule standard no : D-17EOF-3
Fait partie intégrante
de la police numéro : SRD632164

Service d'assistance juridique téléphonique

Nonobstant toute liste d'assureurs souscripteurs indiquée ailleurs dans le présent contrat, il est convenu que le service d'assistance juridique téléphonique offert par cet avenant est offert par ARAG Solutions juridiques (ARAG).

I. Accord

Il est convenu que ARAG fournira le service décrit par le présent avenant sous réserve des modalités, conditions, exclusions et restrictions stipulées à la présente police.

Aux seules fins du présent avenant, il est convenu que les termes, conditions, exclusions et restrictions de cet avenant remplaceront ceux de la présente police.

II. Assistance juridique téléphonique

ARAG accordera à l'ASSURÉ l'accès à un service d'assistance juridique téléphonique par lequel l'ASSURÉ peut recevoir en toute confidentialité des renseignements juridiques d'ordre général pour tout problème juridique dans le but d'aider à déterminer les droits et options en vertu de la législation de la province applicable et des lois fédérales du Canada. L'avocat fournissant les renseignements ne peut effectuer des recherches portant sur un cas particulier ni procéder à l'examen de documents.

ARAG fournira ce service de 8 h 00 à minuit, heure locale, sept (7) jours par semaine. De plus, en cas de situations d'urgence, ARAG offrira un accès à un avocat vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours par semaine. Les appels pour ce service peuvent être enregistrés.

Pour joindre ce service, composez le 1-866-344-4141.

ARAG décline toute responsabilité en cas d'indisponibilité du service d'assistance juridique en raison de causes qui ne relèvent pas du contrôle de ARAG.

Sous réserve de ce qui est prévu au présent avenant, toutes les modalités, dispositions et conditions de la présente police restent pleinement en vigueur.

Avenant

Avenant no : 0006
Formule standard no : M-3EOF
Fait partie intégrante
de la police numéro : SRD632164

Exclusion relative aux champignons

Il est convenu que la présente police est modifiée comme suit :

1. Partie I - Définitions est modifiée pour inclure ce qui suit

19. Champignons

Toute forme de champignons, notamment, mais sans s'y limiter, la levure, les moisissures, la végétation mycélienne, la rouille ou le fumeron.

2. Partie III - Exclusions est modifiée pour inclure ce qui suit :

15. RÉCLAMATIONS fondées, en totalité ou en partie, sur ce qui suit ou en découlant :

- (a) l'inhalation ou l'ingestion de ce qui suit, le contact ou l'exposition à ce qui suit, l'existence, le développement ou la présence de ce qui suit, qu'il soit réel, prétendu ou imminent;
- (b) tous frais ou dépenses encourus afin de prévenir, réagir à la présence de, d'effectuer des essais à l'égard de, contrôler, diminuer les effets de, mitiger, enlever, nettoyer, contenir, remédier, traiter, détoxifier, neutraliser, évaluer ou réagir de quelque façon ou de disposer de ce qui suit;
- (c) le défaut réel ou prétendu de déceler, déclarer, contrôler, nettoyer, enlever, contenir, traiter, détoxifier, neutraliser ce qui suit, d'effectuer des essais à cet égard, d'en disposer, de réagir à la présence, d'évaluer les effets ou d'informer de l'existence ou des conditions de développement potentiel de ce qui suit;

des CHAMPIGNONS ou des spores, des mycotoxines, des odeurs ou toutes autres substances, tous produits ou sous-produits résultant de la présence actuelle ou passée de CHAMPIGNONS, libérés par cette présence ou en découlant.

De telles RÉCLAMATIONS sont exclues malgré toute autre cause ou événement contribuant de façon concurrente ou selon toute autre séquence à l'égard du SINISTRE.

Sous réserve de ce qui est prévu au présent avenant, toutes les modalités,

dispositions et conditions de la présente police restent pleinement en vigueur.



Victor Canada
500-1400, place Blair Towers
Ottawa (Ontario) K1J 9B8
Téléphone 613-786-2000
Télécopieur 613-786-2001
Sans frais 800-267-6684
www.assurancevictor.ca

Avenant

Avenant no : 0007
Formule standard no : P-2AEOF
Fait partie intégrante
de la police numéro : SRD632164

Remboursement des frais de défense en matière pénale (OIFQ)

Il est convenu que les ASSUREURS rembourseront le MEMBRE ASSURÉ pour les frais, coûts et dépenses juridiques (à l'exclusion des salaires et des pertes de revenus) engagés dans la défense du MEMBRE ASSURÉ pour des infractions au Code criminel en cas d'accusations déposées au Canada, à condition que cette défense « soit entièrement accueillie » et que les faits allégués soient survenus au cours de la prestation de SERVICES ASSURÉS par le MEMBRE ASSURÉ. Aux fins de cette clause, l'expression « soit entièrement accueillie » signifie le retrait des accusations, un acquittement ou un verdict de non-culpabilité.

Il est également convenu que la limite de garantie maximale, des ASSUREURS aux termes du présent avenant, sera de cent mille dollars (100 000 \$) par MEMBRE ASSURÉ et par globale annuelle.

Sous réserve de ce qui est prévu au présent avenant, toutes les modalités, dispositions et conditions de la présente police restent pleinement en vigueur.



Victor Canada
500-1400, place Blair Towers
Ottawa (Ontario) K1J 9B8
Téléphone 613-786-2000
Télécopieur 613-786-2001
Sans frais 800-267-6684
www.assurancevictor.ca

Avenant

Avenant no : 0008
Formule standard no : P-4AEOF
Fait partie intégrante
de la police numéro : SRD632164

Sous-limite de pollution

Il est convenu que la rubrique 9 de la Partie III - Exclusions est supprimée dans son intégralité.

De plus, le montant maximal que les ASSUREURS paieront à l'égard de tout SINISTRE résultant de DOMMAGES réellement ou prétendument, en totalité ou en partie, directement ou indirectement causé par la POLLUTION, est assujéti à une limite de garantie par SINISTRE et par globale annuelle d'un montant de 50 000 \$ par MEMBRE ASSURÉ.

Les obligations des ASSUREURS de défendre et de faire des paiements supplémentaires, si ces obligations sont prévues dans la présente police, sont comprises dans cette limite de garantie et ne font pas augmenter les limites de garantie des ASSUREURS qui figurent dans les Conditions particulières de la présente police.

Sous réserve de ce qui est prévu au présent avenant, toutes les modalités, dispositions et conditions de la présente police restent pleinement en vigueur.



Victor Canada
500-1400, place Blair Towers
Ottawa (Ontario) K1J 9B8
Téléphone 613-786-2000
Télécopieur 613-786-2001
Sans frais 800-267-6684
www.assurancevictor.ca

Avenant

Avenant no : 0009
Formule standard no : S-9AEOF
Fait partie intégrante
de la police numéro : SRD632164

Extension de garantie cyber-risques - responsabilité en
matière de sécurité et de confidentialité

Le présent avenant vise à élargir la couverture offerte par la présente police afin d'inclure les RÉCLAMATIONS visant une FAUTE LIÉE À LA SÉCURITÉ ET LA CONFIDENTIALITÉ commise dans le cadre des activités de l'entreprise de l'ASSURÉ désigné.

Il est convenu que, sous réserve d'une sous-limite de garantie de 50 000 \$ par MEMBRE ASSURÉ par SINISTRE et 3 000 000 \$ maximum par période d'assurance pour tous les membres, la présente police s'appliquera aux RÉCLAMATIONS visant une FAUTE LIÉE À LA SÉCURITÉ ET LA CONFIDENTIALITÉ

Le paiement des sommes prévues à la rubrique 3 de la Partie II - Conventions d'assurance est porté en diminution de la sous-limite de garantie. En outre, la sous-limite de garantie est incluse dans la limite de garantie comme il est indiqué dans les Conditions particulières, et n'augmentera pas celle-ci. Aucune franchise ne s'appliquera à la couverture visée par les présentes.

Aux fins du présent avenant, une FAUTE LIÉE À LA SÉCURITÉ OU LA CONFIDENTIALITÉ s'entend des actes réels ou prétendus suivants

- (a) une VIOLATION DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE;
- (b) une ATTEINTE À LA SÉCURITÉ;
- (c) une ATTEINTE À LA CONFIDENTIALITÉ; ou
- (d) un PRÉJUDICE PERSONNEL LIÉ À DES DONNÉES;

commis dans le cadre de la prestation de SERVICES ASSURÉS à autrui.

Les FRAIS DE REMISE EN ÉTAT qui se rapportent à une FAUTE LIÉE À LA SÉCURITÉ OU LA CONFIDENTIALITÉ sont également couverts par la présente extension et s'entendent des coûts raisonnables et nécessaires engagés au titre de ce qui suit :

- (a) les services de publicité ou autres services médiatiques;
- (b) la diffusion d'annonces, de communications ou d'avis par voie électronique ou téléphonique, par support papier ou par émission télévisée ou radiodiffusée;

(c) les services de surveillance du crédit pendant une période n'excédant pas douze (12) mois à compter de la date de l'ATTEINTE À LA SÉCURITÉ ou de l'ATTEINTE À LA CONFIDENTIALITÉ; et

(d) les services de relations publiques.

Toutefois, les FRAIS DE REMISE EN ÉTAT n'incluent pas les montants ni les coûts engagés par l'ASSURÉ par suite d'une cyberextorsion. Aux fins de cette définition, cyberextorsion désigne une demande d'argent ou de toute autre chose ayant une valeur, en retour d'une promesse de ne pas mettre à exécution une menace d'attaque contre des ordinateurs ou des systèmes d'information.

Aux fins de la couverture prévue par le présent avenant, les définitions suivantes s'appliquent :

1. Atteinte à la confidentialité

La collecte, l'utilisation ou la divulgation non autorisée, par des moyens informatiques, de renseignements personnels qui ne sont pas publics, tel qu'il est prévu par la loi.

2. Atteinte à la sécurité

Tout défaut, réel ou prétendu, d'empêcher l'accès à un ordinateur, un logiciel, un réseau ou un système d'information électronique ou l'utilisation de tels dispositifs ou programmes sans autorisation, ou l'introduction d'un virus informatique ou d'un programme similaire sans autorisation.

3. Données

Les représentations d'informations ou de notions de quelque forme que ce soit; toutefois, les DONNÉES n'incluent pas les représentations d'informations contenues dans les parutions diffusées à la télévision ou à la radio, dans les films ou au théâtre.

4. Préjudice corporel

Tout préjudice corporel ou physique, toute maladie, angoisse ou souffrance morale ou tout choc psychologique, y compris le décès qui peut s'ensuivre à tout moment.

5. Préjudice personnel

Un préjudice, y compris le PRÉJUDICE CORPOREL qui en résulte, découlant de l'un ou de plusieurs des événements suivants :

(a) une arrestation, une détention ou un emprisonnement illégal;

(b) une poursuite abusive;

(c) une expulsion fautive d'une pièce, d'un logement ou de locaux occupés par une personne, une entrée illégale dans une telle pièce, un tel logement ou de tels locaux ou une atteinte au droit à l'occupation privée d'une telle pièce, d'un tel logement ou de tels locaux par ou pour leur propriétaire, locateur ou bailleur;

- (d) une diffusion verbale, écrite ou électronique de renseignements ayant pour effet de diffamer une personne ou un organisme ou de dénigrer les marchandises, produits ou services d'une personne ou d'un organisme; ou
- (e) une diffusion verbale, écrite ou électronique de renseignements ayant pour effet de violer le droit à la vie privée d'une personne.

6. Préjudice personnel lié à des données

Tout PRÉJUDICE PERSONNEL découlant de la distribution ou de l'affichage de DONNÉES au moyen d'un site Web, de l'Internet, d'un intranet, d'un extranet ou d'un dispositif ou système similaire conçu ou voulu pour transmettre des DONNÉES par voie électronique.

7. Propriété intellectuelle

Toute propriété intellectuelle, y compris une marque d'homologation, une marque de commerce (y compris les marques collectives ou de service), un nom commercial, un emballage, un secret commercial ou un droit d'auteur, mais à l'exclusion des brevets nationaux ou étrangers et des droits qui s'y rattachent.

8. Violation de propriété intellectuelle

Toute utilisation non autorisée ou tout non-respect, réel ou prétendu, par l'ASSURÉ de la PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE résultant d'activités informatiques menées dans le cadre de la prestation de SERVICES ASSURÉS.

Sous réserve de ce qui est prévu au présent avenant, toutes les modalités, dispositions et conditions de la présente police restent pleinement en vigueur.